

A nos amis

# L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE

REVUE MENSUELLE

des idées anarchistes

## AVIS

Les personnes auxquelles nous expédions ce 1<sup>er</sup> numéro sont prévenues que si, le 8 mai, elles ne nous l'ont pas retourné, elles seront considérées comme abonnées.

Nous ferons l'échange avec n'importe quelle publication qui nous fera le service.

*N. B. — Nous déclarons chacun de nos collaborateurs responsable de ses idées personnelles.*

LA RÉDACTION.

## À nos amis.

Semblable à la matière qui se transforme éternellement sous l'influence des agents extérieurs, l'idée, elle, évolue continuellement sous la poussée des événements et des découvertes.

Il est donc impossible de vous dire, camarades, la ligne de conduite que nous suivrons, étant convaincus que se tracer un programme, quel qu'il soit, c'est dire : « Lorsque nous aurons atteints le but que nous fixons aujourd'hui, l'humanité stationnera dans l'ultime perfection. Elle ne pourra pas aller plus loin. » Elaborer un programme, c'est dire cela contrairement à la philosophie et à la science qui nous apprennent que la matière est perpétuellement transformable et perfectible.

Voilà pourquoi nous nous affirmons anarchistes, — l'Anarchie étant une négation de l'autorité et non un système, — voilà pourquoi toutes les opinions nouvelles trouveront place dans l'Autonomie individuelle.

« Mais, nous direz-vous, pour une question de tactique, pour votre revue par exemple, ne pourriez-vous nous assurer si elle sera théorique ou de combat ? » Non. Si à présent nous pensons que crier à tous les échos : mort aux bourgeois ! c'est donner des coups d'épée dans l'eau, il peut surgir d'un moment à l'autre un incident quelconque qui, certainement, ferait changer notre manière de voir. Mais, chers lecteurs et compagnons, jusqu'à là, vous pouvez croire que notre organe sera une tribune des idées anarchistes, contradictoires peut-être, se choquant probablement, mais, par cela même, intéressant n'en doutez pas.

LA RÉDACTION.

## A PROPOS DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Je ne comprends pas, cette proposition  
des hommes, à attendre des autres,  
ce qu'ils devraient faire eux-mêmes.

Henri MARTIN, (*Hist. de France.*)

Les élections du moment viennent de remettre le suffrage universel à l'ordre du jour.

C'est vraiment assommant de répéter encore aux électeurs, ce que nous leur disons depuis si longtemps. C'est désespérant, vous dis-je, d'être obligé de leur rabâcher toujours la même chose, tout comme aux enfants, quand on leur apprend l'alphabet. Car, au lieu de discuter les questions sérieuses, nous sommes encore obligés de démontrer que tous les hommes peuvent et doivent faire leurs affaires eux-mêmes. Nous ne devrions plus avoir besoin de faire le procès du suffrage universel, condamné et déclaré nuisible au progrès par ceux-là même qui l'ont créé. Je crois qu'il n'y a que les électeurs qui aient foi au suffrage les candidats ne sont pas si bêtes, ils s'en servent comme moyen personnel d'émancipation et voilà tout. C'est ce que nous tâcherons de faire comprendre à la grande masse des électeurs toujours *jobardisée* par des discours-programmes, débités avec aplomb par les *Roublards-Candidats*.

Cependant les sophismes ne manquent pas à ceux qui veulent prouver que le suffrage universel est juste et qu'il existe, car je crois qu'il n'existe seulement pas.

En voici deux qui vous feront juger les autres :

1° Puisque deux hommes ensemble ne peuvent pas s'entendre, à plus forte raison plusieurs millions ne peuvent pas s'accorder. Par conséquent il faut le suffrage universel afin de pouvoir choisir parmi ces hommes les plus intelligents pour établir l'harmonie.

2° Tout homme qui a une volonté doit voter. Parce que le vote est une manière d'exprimer cette volonté.

Ils vous semblent bêtes, n'est-ce pas, ces arguments. Eh bien, c'est encore ceux-là qui pénètrent le plus profondément dans la masse.

Ce qu'ils doivent rire, les candidats, quand ils se trouvent élus, de la naïveté des électeurs :

Au premier raisonnement, nous pouvons répondre :

Si les hommes ne peuvent pas s'entendre, à plus forte raison, on ne pourra choisir parmi eux des élus s'entendant da-

vantage, puisqu'ils seront hommes comme les autres. — Voyez la Chambre des députés ou le Sénat. — Maintenant, pour corroborer ce que nous venons de dire, nous n'avons qu'à prouver que les hommes, plus ils sont instruits moins ils seront capables de s'accorder. — Voyez, les savants, les journalistes et même les socialistes.

La réponse au deuxième sophisme est encore plus facile. Si le citoyen vote, c'est qu'il n'a qu'une volonté, celle de se débarrasser du souci de ses intérêts, en les confiant à un autre. S'il ne vote pas, au contraire, il montre qu'il est un homme, parce qu'il ne veut plus de tuteurs.

Nous venons de vous dire succinctement, les raisons données par les partisans du vote. Disons maintenant pourquoi la bourgeoisie a créé le suffrage universel.

Avant 48, le peuple n'avait qu'un moyen pour protester contre l'exploitation dont il a toujours été victime : *la révolte*. Quand la misère devenait trop pénible, les Jacques allumaient leurs torches. Le gouvernement ne pouvait pas les blâmer. La Bourgeoisie s'en aperçut. Elle comprit que si l'on n'atrophiait pas chez le peuple l'esprit de révolte, elle serait perdue. Elle chercha un moyen et le trouva. Ce fut le suffrage universel. Moyen pratique et pacifique selon elle, pour l'émancipation humaine.

Et voici le langage que tint cette bourgeoisie hypocrite par la voix de ses Ledru-Rollin :

« Peuple, depuis longtemps tu souffres, misérable, dépouillé. Depuis longtemps tu n'as connu que la tyrannie, et pourtant tu mérites la liberté. O peuple grand ! Peuple magnanime, sublime ! O travailleurs, nos frères, vous n'aurez plus besoin d'avoir recours à la force pour vous émanciper. Car, voyez-vous, c'est trop horrible la Révolution, le sang, le carnage. Venez voter pour nous, c'est le seul moyen pour nous de devenir libres. » Voyez d'ici le crocodile et sa victime.

Le peuple pris par le sentiment se laissa tromper. Il déposa sa torche, son fusil, et prit le bulletin de vote.

La Bourgeoisie avait trouvé son élixir de longue vie et les travailleurs une prolongation à leurs souffrances.

Les Politiciens ont eu beau jeu depuis, en agitant la Révolte, comme un spectre hideux, en lui opposant un soi-disant moyen pacifique paraissant bon à tous ceux qui ne l'étudient pas, — et ils sont nombreux ceux-là.

Ils ont étouffé l'esprit de Révolte, nécessaire aux esclaves pour prendre leur liberté que se refuseront toujours à donner leurs maîtres.

Mais ce qui nous étonne le plus, c'est de voir des socialistes continuer — inconsciemment, sans doute — l'œuvre d'une race de polichinelles politiques et combattre ceux qui disent au peuple de ne plus se laisser tromper par le vote, mais de s'émanciper en se révoltant.

Car, si nous soutenons l'abstention, c'est parce que nous voyons une vieille société décrépite, crevée, et qu'il ne faut pas compter guérir, mais qu'il faut achever en lui donnant son bouillon d'onze heure : la Révolution sociale.

CHARLES SCHAEFFER.

---

### *Compagnons de l'Autonomie Individuelle*

---

Par votre circulaire que je viens de lire, vous faites appel au concours de tous les intéressés à la solution du problème social. A ce titre, gardez-moi un petite place dans les colonnes de votre revue.

Vous n'avez point de programme dites-vous ? Tant mieux ! Tous les partis politiques en ont et n'en réalisent point. Puis, à quoi bon tracer une route unique pour tous. Est-ce que la cité n'a qu'une voie pour ses habitants ? Paris n'a-t-il pas un millier de rues et n'en perce-t-on pas de nouvelles chaque jour ?

Comme vous dites aussi, l'homme ne peut plus se mouvoir dans le cercle restreint d'un système. La nature n'a point de maître ; l'homme — son objet — doit être libre. D'ailleurs, notre planète n'est vaste qu'afin de nous y mieux ébattre.

L'ignorance primitive a pu nier pour chacun le libre arbitre, seuls, aujourd'hui, quelques esprits rétrécis s'y opposent ! Eh bien, ma foi, tant pis pour eux, car, ni leurs clameurs contre la révolution, contre l'anarchie, ni leurs éjaculations — souvent étudiées — vers le dogme social que chacun d'eux caresse dans ses rêves, ne contrarieront l'écllosion prochaine de la société nouvelle.

Ensemble, nous étudierons surtout les lois naturelles qui régissent l'individu, qui, poussés par elles dans le monde organisé, réorganisé et à réorganiser, se meut toujours plus péniblement sans cependant jamais perdre de vue l'objectif suprême, : le moi.

Ensemble, nous dissèquerons l'homme de notre mieux, nous analyserons ses aspirations, et nous aidant du résultat de ces recherches, il nous sera plus facile de montrer que le même sentiment anime tous les individus : la sa-

tisfaction de soi-même et que de ce fait, le seul principe d'organisation sociale qui répond réellement aux besoins de chacun est : l'autonomie individuelle dans l'association et dans le groupement autonome.

Ensemble, nous dirons encore la détestable condition que fait aux gueux le régime capitaliste et gouvernemental et, n'obéissant qu'à notre haine profonde de l'autorité sous toutes ses formes, nous cognerons également sur toutes les institutions et sur tous les systèmes. Persuadés que la révolution sociale ne s'obtiendra qu'à ce prix de toutes nos forces nous troublerons, nous troublerons...

Bien à vous,

JEAN-BAPTISTE LOUCHE. X

Nous remercions l'*Insurgé*, le *Cri du Peuple*, la *Révolution Cosmopolite*, le *Gard Socialiste*, le *Révolté*, d'avoir eu la gracieuseté d'annoncer notre publication.

---

## L'INDIVIDUALISME

Le respect de l'autorité décline à mesure que croît le respect du droit de l'individu.

E. CAZELLES.

## Communisme et Individualisme

Le communisme, c'est l'antithèse de l'anarchie. L'individualisme en est, au contraire, le corollaire, la quintessence, si je puis m'exprimer ainsi; voilà ce que j'entreprends de démontrer dans une série d'articles successifs.

Comment se fait-il que le communisme, ce système social autoritaire, incompatible avec les mœurs libertaires et l'esprit de progrès dont nous sommes enveloppés de toutes parts, comment se fait-il, dis-je, que, depuis quelques années, ce mot se trouve accouplé avec celui d'anarchie, pour la plus grande joie des rétheurs et des politiciens de toutes nuances? Eh! parbleu, par malentendu.

Il s'agit donc de savoir ce qu'est, en somme, le communisme, cette utopie qui aurait dû être depuis longtemps écrasée sous la chute des impuissants sentimentalistes de 48 et de 71.

Le communisme, dans son effet le moins despotique, c'est

une société régie par la loi de majorité, ou plutôt, c'est une vaste machine dont chaque individu est un rouage spécial, solidarisé, relié aux autres rouages ou individus, et qui doit agir et fonctionner non pour lui, mais pour la bonne marche de la machine ou de la société, ou de la majorité.

C'est l'annihilation complète de l'individu. C'est le despotisme égalitaire de Minos, Licurgue, Platon et Cabet.

Du reste, nous l'avons vu par les proclamations des *Egaux* babouvistes, ces sectaires qui voulaient, dans leur rage du bonheur commun et égalitaire, ne rien laisser subsister de tout ce qui fait la joie, le plaisir de l'homme du XIX<sup>e</sup> siècle : l'art, la science, la littérature et le luxe.

Et Cabet ne rêvait-il pas pour ses Icariens une cuisine, un ameublement, un habillement et des divertissements décrétés par l'Etat?

Je sais bien que les anarchistes s'éloignent beaucoup de ces théories gouvernementales, mais enfin, puisqu'ils se parent de l'étiquette, fatalement, il faut qu'ils en subissent l'influence; et c'est ce qui arrive. Je vais le prouver en ne citant qu'un fait, mais qui a, pour ceux qui savent observer, une réelle importance.

Les journaux anarchistes n'admettent pas que les auteurs d'articles signent. Pourquoi? Ah! oui, pourquoi cet anonymat, cette absorption de l'individu dans la masse? Ce qui fait l'homme, ce n'est pas seulement sa structure corporelle, c'est, et c'est surtout, les idées, la force, les mouvements, le savoir-faire qu'il apporte avec lui. Eh bien! ces idées, cette force, ces mouvements, ce savoir-faire, il faut qu'il les manifeste avec la conscience de son individualité, puisque cela en fait partie intégrante; c'est ce qui distingue l'individu autonome du rouage mécanique. Sachez-le, le poète, l'artiste, le savant, le penseur, l'ouvrier habile qui font un chef-d'œuvre ont *besoin* d'être certains que la foule, qui s'extasie devant l'ouvrage que leur génie a exécuté, sache que ce sont eux, Pierre, Paul ou Jacques, qui ont rimé, buriné, trouvé, inventé, fabriqué cette œuvre. C'est de la vanité, me direz-vous? Je le veux bien, mais cette vanité est naturelle et peut contribuer à notre bien-être.

Donc, l'anonymat communiste, au point de vue social et naturel, est contraire à la liberté et à la nature. Les anarchistes ne sont donc pas logiques en s'en faisant les propagateurs.

Ceci dit, je reprends ma thèse : le communisme ne pouvant se concevoir que comme une agglomération d'hommes dont l'intérêt commun passera toujours avant l'intérêt d'un

individu, pour régler la production et la consommation de cette agglomération, il faudra forcément un Etat des délégués; et, en fin de compte, tout le ressort d'une organisation autoritaire (1). Si, comme le veulent la plupart des anarchistes, vous laissez à chacun le pouvoir et le droit de consommer et de produire comme bon lui semble, vous tombez dans l'individualisme si honni.

Je me résume: le communisme est impossible, ou, il ne peut se concevoir qu'avec son corollaire: l'Etat.

L'individualisme, je l'ai déjà dit, c'est l'expression la plus haute de la liberté: c'est l'anarchie.

L'individualisme mène à l'égoïsme; mais l'égoïsme ne me dicte pas de vivre seul dans un désert, du moment que je n'y ennuirai. Non. Je suis sociable, et mon égoïsme, mon saint égoïsme, me conseille de m'associer avec des amis pour me distraire d'abord, pour produire ensuite — l'état actuel du machinisme exigeant, par économie, l'emploi de 200 ouvriers fabriquant une valeur quotidienne de 3,000 francs, tandis qu'avant son développement et la mise en pratique du système de la division du travail, un ouvrier réussissait à peine à fabriquer le quart de ce que produit aujourd'hui le *spécialiste*.

Je vis donc en société, mais non en communauté, je ne suis lié avec mes collègues par aucun contrat; ce sont des compagnons de plaisir, voilà tout; je vis à côté d'eux et non pas avec eux; c'est un échange de services et de produits qui s'établit entre nous, nous sommes des camarades ou des commerçants, comme vous voudrez.

Dans cet état de choses, chaque homme représente une société qui commerce avec d'autres sociétés, à l'amiable — la monnaie étant une convention et toute convention une entrave à la liberté. — Il est probable que la propriété sera commune, parce que l'intérêt des individus commandera de la rendre telle.

(1) Je n'entends pas seulement par Etat toute l'organisation hiérarchique qui nous régit actuellement. Non, le moindre petit comité de délégués aux services publics est, pour moi, un Etat. Que vous l'appeliez comme bon il vous semblera, du moment qu'il y a comité organisateur; l'individu n'étant pas *absolument* libre, il y a autorité, donc il y a Etat se substituant à l'autonomie individuelle.

Il n'y aura pas, il ne pourra pas y avoir de violences exercées contre les personnes, la violence n'existant que là où il y a oppression. Du reste, si le mouvement libertaire, qui nous mène à l'autonomie individuelle, détruira tous les pouvoirs politiques et sociaux, le pouvoir moral n'aura pas le même sort, et il est certain qu'il prendra une extension qu'il n'a jamais eu jusqu'à présent (1).

Si l'on m'objecte que les chemins de fer, les postes, télégraphes, etc., etc., ne peuvent fonctionner dans l'individualisme, je répons : si, l'organisation s'en fera comme pour toutes les branches de la production, par l'association des intérêts.

Je conclus en me résumant : le communisme étant, de son essence même, autoritaire, les anarchistes doivent rejeter cette conception, dernier rôle du socialisme utopique ; qu'ils soient et se proclament hautement individualistes, alors là, mais là seulement, ils seront logiques.

L'individualisme, il n'y a que les ignorants, les imbéciles ou les fanatiques qui peuvent se faire les adversaires de cette garantie du progrès, de l'art et de la science dans l'avenir.

En effet, même les royalistes sincères sont intéressés au triomphe de l'anarchie, car ils pourraient se grouper et former une petite royauté, et du moment qu'ils respecteraient les droits des autres individus, il n'y aurait aucune raison pour ne pas respecter les leurs.

Si l'on veut s'interposer on fait le rôle de gouvernant. Méfiez-vous, camarades, détruisez vos préjugés autoritaires, après la Révolution : liberté, liberté pour tous, et, au nom de cette liberté, ne l'imposons pas aux malheureux qui se refuseraient à en user. Usons-en, nous. Voilà l'individualisme, voilà l'anarchie.

Cette théorie ayant besoin d'être développée plus ample-ment, cela fera le sujet d'un second article intitulé : *Fédération ou autorité*.

G. DEHERME.

(1) Dans un de mes articles suivants j'expliquerai ce que j'entends par pouvoir moral.

## COMMUNISTES ET INDIVIDUALISTES

Certains camarades se disent communistes, d'autres individualistes. Le *Révolté* dit que la Société future sera communiste. L'*Autonomie* dit que l'Individualisme est le salut de la Révolution. Je crois qu'ils se trompent tous deux et que par une illusion fréquente ils voient la Société future telle qu'ils voudraient la voir. C'est un restant du socialisme chimérique des précurseurs de l'anarchie. La raison ne s'accommode pas de chimères. Etant donné le développement toujours croissant des besoins, il devient de plus en plus impossible à l'homme de suffire individuellement à toutes les exigences de la vie. D'un autre côté, le développement de l'intelligence, la soif d'indépendance que nous ressentons ne nous permettent pas de vivre dans une société étroitement communiste. Il est donc à supposer que la Société future sera communiste dans la vie matérielle et individualiste au point de vue intellectuel, mais ceci n'est qu'une hypothèse. Il nous est impossible de prévoir ce que l'avenir nous réserve et il faut manquer de logique pour se dire d'une façon absolue communiste ou individualiste.

Je crois qu'au fond l'anarchie n'a rien à voir là-dedans. L'anarchie n'est pas un idéal social, c'est bien plutôt un moyen d'action. Un anarchiste, comme le dit si bien Théodore de Banville, c'est l'individu qui ne veut être ni dirigeant ni dirigé. La société actuelle ne nous permet pas de vivre, ainsi nous cherchons à la détruire. Quand nous aurons abattu l'autorité, la nouvelle société s'organisera d'elle-même mieux qu'aucun théoricien ne pourrait le faire.

HENRI RIOCREUX. X

*Nota.* — Quand la série de mes articles sur l'Individualisme aura été entièrement publiée, je répondrai dans un article spécial à toutes les objections qui pourront m'être posées dans le cours de la publication de ce travail.

G. D.

et Chef d'Etat Major de la place  
de Paris en 1918

Ridoux

## UN CONGRÈS NÉCESSAIRE

Autant que j'en puis juger, à Londres, par la lecture des journaux socialistes français, l'avant-garde du prolétariat parisien se préoccupe beaucoup, depuis quelques semaines, de l'attitude que doit et que devra observer le parti révolutionnaire, en prévision et dans le cas d'une guerre internationale.

Que faire pour empêcher d'éclater le conflit dont nous sommes menacés et qui, de l'avis de tous, barrerait pour longtemps la route au progrès social ? Que faire, si nos efforts ne parviennent pas à couper court aux velléités belliqueuses des carnassiers gouvernementaux ?

Telle est la double question qu'on se pose en ce moment au camp de la Sociale, un peu tard, avouons le ; à temps encore, nous l'espérons.

Question — hâtons-nous de le dire — résolue, hélas ! de façons diverses, selon le tempérament de chaque militant, le degré de patriotisme ou de cosmopolitisme qui l'anime, et les idées générales du groupement auquel il appartient !

Tandis que les uns, se bornant à la protestation préalable, à l'affirmation solennelle de l'union des peuples et des races, estiment qu'il est du devoir des déshérités de France de se résigner à faire le coup de feu contre leurs frères d'outre-Vosges, afin d'empêcher, disent-ils, l'écrasement de la République et de sauvegarder le peu de libertés dont nous jouissons, les autres, considérant que les miséreux d'en deça du Rhin n'ont rien à gagner à la conservation de cette République d'étiquette, et qu'il importe avant tout de ne point déroger aux principes internationalistes en se prêtant aux combinaisons sanguinaires des classes dominantes, les autres, dis-je, prétendent hautement que la logique et la conscience commandant aux militants socialistes de dresser, au premier coup de canon, des deux côtés de la frontière, le drapeau de l'insurrection.

Je m'abstiendrai d'exprimer, dans ce journal mes sentiments personnels sur la matière ; je les ai, d'ailleurs, suffisamment fait connaître dans maints articles, ainsi que dans une brochure publiée, il y a trois ans, à Bruxelles, pour qu'on ne puisse m'accuser d'indécision, de prudence ou de tergiversation.

Mais je me permettrai d'indiquer, ou plutôt d'appuyer ici un mode de solution, qui est venu à la pensée des membres de l'*Union des socialistes pour l'action révolutionnaire*, et qui fait l'objet d'une circulaire adressée par eux à tous les groupes communistes de France et de l'étranger.

— « Ne seriez-vous pas, demandent nos camarades, disposés à vous faire représenter à un Congrès international que nous allons organiser, où l'on traitera ces questions. »

« 1<sup>o</sup> Des moyens à employer pour empêcher la guerre. »

« 2<sup>o</sup> De l'attitude des socialistes, si l'on passe outre à leurs protestations ? »

Voilà, selon moi, un projet qui doit réunir les suffrages de tous les convaincus. Ses auteurs, avec un sens exact de la situation, ont mit le doigt sur le traitement préventif du redoutable mal qui guette une partie de l'Europe, et peut-être — cela dépendra des résolutions du Congrès — sur le moyen de tirer parti du fléau, si, malgré notre énergique intervention, il vient à se déclarer !

Qui, en effet, dans nos rangs, ne se rallierait à cette motion rationnelle et féconde ? A l'heure ou la sécurité de deux peuples — et, sans doute, de plusieurs autres, aussi — est fortement compromise ; à l'heure où une situation économique intenable accule les hommes d'Etat pris d'effroi à l'extermination des mécontents ; à l'heure où, plutôt que de donner du pain aux affamés de l'ordre capitaliste, on les pousse à s'entre-décimer par le plomb, quelle est la voix qui s'élèverait, parmi nous, pour déclarer inopportune ou inutile la convocation de ce Congrès des Nations ?

Délibérer, prendre des décisions au sein des groupes, voire dans des réunions publiques, est bien ; mais planter carrément la question, à la face de l'Europe financière et dirigeante, dans de retentissantes assises internationales, sera mieux.

Je dirai plus : nous devons aux idées d'émancipation sociale que nous défendons, nous devons à la gloire et au salut de la Révolution dont nous nous sommes faits les soldats, d'offrir au Monde, à l'Histoire, à l'Avenir ce spectacle grandiose : les prolétaires de tous pays se réunissant, au moment où l'on se dispose à les broyer les uns contre les autres, afin d'affirmer leur solidarité, leur communauté de sentiments, d'intérêts et d'aspirations, et de prendre les mesures nécessaires pour rendre impossible

le choc anti-fraternel qu'au mépris des lois de l'humanité, trament leurs potentats !

Et qui sait ? Des grandes assemblées populaires jaillissent parfois des éclairs imprévus. Qui peut affirmer que, de ce meeting universel, ne s'échappera pas l'idée révélatrice, le mot d'ordre décisif, l'étincelle suprême ?

LUCIEN PEMJEAN.

## La décadence bourgeoise

### PREMIÈRE PARTIE

PÉRIODE PROGRESSIVE (1792-1830) (1)

#### I

La Révolution ne fut que la consécration de la prépondérance bourgeoise qui s'était manifestée bien avant cette époque. En effet, « si la terre restait toujours aux mains des nobles, les *capitaux*, la grande puissance des temps modernes, commencent à s'amasser dans celles des négociants. De 1515 à 1568, il y eut plus d'or en France, dit Bodin, qu'on n'eut pu en recueillir auparavant en deux cents ans. » Les bourgeois « deviennent les maîtres de l'argent (2). »

Lorsque la Convention proclama la République, la situation politique qu'avaient laissée nos *grands rois*, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, était détestable. En quelques semaines, elle rétablit la grandeur française : à l'extérieur, par ses armées de volontaires ; à l'intérieur, par ses proclamations, ses décrets, qui semblaient vouloir établir l'égalité politique et économique des citoyens. Voilà la poussée que fit faire les deux journées révolutionnaires des 10 août et 2 septembre 1792. Qui sait ce qui serait advenu si les conventionnels avaient conservé l'énergie dont ils s'étaient montrés prodigues au début de leur pouvoir ? Mais non, comme tout homme, ou agglomération d'hommes, dans les mains desquelles on met un pouvoir quelconque, la « pourriture d'assemblée » s'était emparée d'eux, et ceux-là même qui n'ont pas assez d'éloges

(1) Dans notre travail, nous ne parlerons que de la bourgeoisie française pour simplifier la question, quoiqu'en réalité le pouvoir mercantile soit international.

(2) V. Duruy, *Histoire des temps modernes*.

pour eux ne sont-ils pas contraints d'avouer qu'à plusieurs reprises les faubourgs durent aller les trouver en armes pour les empêcher de faiblir, de trahir même.

Quoi qu'il en soit, le peuple, qui avait versé son sang pour placer le tiers-état au pouvoir, était peu à peu éliminé de la discussion des affaires publiques; voici, du reste, ce qu'en pensait un de nos publicistes les plus éminents, M. Maurice La Châtre : « Mais, hélas ! si admirable que fût cette victoire sur la royauté, elle ne put affermir la souveraineté du peuple ; une nouvelle caste, la bourgeoisie, chercha à se rendre maîtresse du terrain et entrava la marche de la Révolution. Bientôt la Convention, travaillée par les meneurs, et déjà scindée en deux factions, celle des Girondins et celle des Jacobins, devint le théâtre de scènes violentes ; une foule d'hommes corrompus et avides transformèrent l'Assemblée nationale en une sorte d'arène, et poussèrent la France dans les abîmes de l'anarchie (1). »

Dans cette lutte de mesquines ambitions qui s'étaient déclarées entre les deux plus importants groupes de la Convention, les Montagnards l'emportèrent d'abord ; ils font décréter l'installation d'un tribunal criminel chargé de poursuivre toutes les entreprises réactionnaires ; ils font adopter une loi pour l'établissement d'un Comité de Salut public composé de neuf membres dont les attributions consistaient à surveiller et à diriger l'action du pouvoir exécutif s'amollissant de plus en plus. Les Girondins, qui ne peuvent empêcher le vote de ces mesures, cherchent à discréditer Robespierre, Saint-Just, Marat ; ce dernier est même décrété d'accusation, mais le tribunal l'acquitte et le peuple le ramène en triomphe.

Peu après, les Girondins obtiennent, en revanche, un décret nommant une commission extraordinaire pour examiner les arrêtés pris par la Commune ; c'était la suspecter.

Jusqu'à la chute des Girondins, ce ne fut que tiraillements, luttes stériles, parce qu'elles n'avaient pour but que la satisfaction d'inavouables ambitions.

Ces querelles de parti n'intéressaient aucunement le peuple qui, naturellement, en était exclu. « Nos patriotiques assemblées de la Législative, de la Convention (Montagnards, Girondins, n'importe, sans distinction de parti) appartenaient entièrement à la classe bourgeoise (2). » Armonville, cardeur de laine, était le seul ouvrier conventionnel.

(1) Il est probable que La Châtre entend ici par anarchie la définition qu'en donnent la généralité des dictionnaires.

(2) Michelet, *La Révolution française*.

Quoique cela puisse paraître un paradoxe, nous croyons que cette course à la dictature partait d'une idée généreuse : les hommes politiques d'alors, comme de toutes les époques, avaient chacun la conviction qu'eux seuls pouvaient faire le bonheur de la France et, peut-être même, de l'humanité, en déniaut toutefois à celle-ci la capacité et le droit de se sauver elle-même. On avouera que le préjugé monstrueux qu'ont les masses de se donner toujours des maîtres — préjugé soigneusement entretenu par tous les dirigeants — est peu propre à désabuser les *sauveurs de peuple*.

Seuls, quelques Cordeliers, Girondins, et les Hébertistes, restèrent toujours mêlés au peuple; ils furent aussi les seuls qui auraient pu mener la Révolution à bonne fin (1). « Pour mieux rendre le peuple libre, ils le soumettaient à l'individu. » Parmi eux, Fauchet prêchait au Palais-Royal l'utilité de « fonder la société humaine sur le devoir de donner à chacun de ses membres la suffisante vie. » Son journal, la *Bouche de fer*, se faisait le propagateur des doctrines socialistes et agraires. Le baron Cloutz, dans sa constitution, disait : « Les hommes seront ce qu'ils doivent être quand chacun pourra dire : le monde est ma patrie, le monde est à moi. Alors plus d'émigrants. La nature est une, la société est une. » Marat s'écriait : « Quand un homme manque de tout, il a le droit d'arracher à un autre le superflu dont il regorge. » C'est entre ces hommes — Girondins, Hébertistes et Cordeliers — aux vues larges et originales, et les nullités jacobines, à la philosophie sentimentale et au sectarisme autoritaire implacable et sanguinaire, que la lutte s'engageait.

Ce fut d'abord les principaux meneurs girondins qui succombèrent; le 2 juin 1793 ils furent décrétés d'accusation. Robespierre et ses satellites s'emparèrent alors presque entièrement du pouvoir, l'autoritarisme en fut plus effréné et la liberté se noya dans le sang des adversaires du dictateur.

Pourtant, s'apercevant que les proclamations et les lois de la Convention ne lui donnaient ni la nourriture du corps — le pain, ni la nourriture intellectuelle — la liberté, le peuple écoutait de plus en plus les Hébertistes lui exposant les théories socialistes du girondin Fauchet. Ceux-ci devinrent donc une force que Robespierre, en bon despote, ménagea, pour mieux l'écraser ensuite.

(1) Nous entendons par là que son véritable but n'aurait pas dû être seulement l'émancipation d'une caste, mais de tous les êtres humains. S'il en avait été ainsi, nous ne serions pas aujourd'hui contraints de constater la décadence bourgeoise.

Quoique cela puisse paraître un paradoxe, nous croyons  
: L'autocratie de la Convention devenait de plus en plus intolérable, à tel point que Camille Desmoulins, qui avait toujours été le chien couchant du député d'Arras, écrivait dans le n° 4 du *Vieux Cordelier* : « On reconnaît que l'état présent n'est pas celui de la liberté; mais on nous dit de prendre patience; que nous serons libres un jour. Pense-t-on que la liberté, comme l'enfance, ait besoin de passer par les cris et les pleurs pour arriver à l'âge mûr? La liberté n'a ni vieillesse ni enfance. La liberté n'est pas une actrice de l'Opéra promenée avec un bonnet rouge; la liberté, c'est le bonheur, c'est la raison, c'est l'égalité, c'est la justice, c'est la déclaration des droits de l'homme!... — Voulez-vous que je la reconnaisse? que je tombe à ses pieds? que je donne tout mon sang pour elle? — Ouvrez les prisons à ces deux cent mille citoyens que vous appelez *suspects*; car dans la Déclaration des droits de l'homme, il n'y a point de maisons de suspicions; il n'y a que des maisons d'arrêt; il n'y a point de gens suspects; il n'y a que des prévenus de délits fixés par la loi. » Et il conclut par une tirade à la Jean-Jacques : « O mon cher Robespierre, ô mon vieux camarade de collège, souviens-toi de ces leçons de l'histoire et de la philosophie : que l'amour est plus fort, plus durable que la crainte! »

(A suivre)

G. D.

---

### Petite Correspondance

A. A., à Rouen. — Marat était de 1792, nous, nous sommes de 1887.

\* \*

*Souscription permanente en faveur de l'Autonomie individuelle:*

|  |      |
|--|------|
| Liste remise par le compagnon Thomas . . . | 0.70 |
| — — — — — Deherme . . .                    | 5 »  |
| — — — — — Schaeffer . . .                  | 5 »  |
| — — — — — Arnaud . . .                     | 5.05 |
| — — — — — Deymond . . .                    | 4.35 |
| — — — — — Depombs . . .                    | 1.10 |

Dans chacun de nos numéros nous ferons une bibliographie des ouvrages dont il nous aura été remis un exemplaire.

\* \*

Nos dépositaires sont prévenus que nous leur ferons une remise de 25 0/0 et que nous n'expédierons que contre mandat.

L'imprimeur-gérant : LUCAS, 21, rue Visconti.

*(ouvrir ce livre) — Lucas a fait un  
coup de revolver sur Rouillon*